

unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

Quimper, le 3 NOV. 2025

Références : ENV-D-25-513

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **REF EOLIEN**

8 rue du Faubourg Poissonnière  
8 RUE DU FBG POISSONNIERE  
75010 Paris

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection, à caractère inopiné, réalisée le 10/09/2025 de l'établissement REF EOLIEN implanté KERSIMON 29830 PLOUDALMEZEAU. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes:**

- REF EOLIEN
- KERSIMON 29830 Ploudalmézeau
- Code AIOT : 0005517881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REF EOLIEN exploite à PLOUDALMEZEAU un parc de 7 éoliennes. Ce parc construit en 2005 bénéficie d'un arrêté préfectoral d'antériorité en date du 11 juillet 2012. L'exploitant REF EOLIEN est intégré au groupe ROMANDE ENERGIE FRANCE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/07/2012	Sans objet
3	exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
5	exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
6	Risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il appartient à l'exploitant de justifier de :

- la réalisation d'un suivi environnemental du parc éolien sur l'année 2025 ;
- l'application de mesures supplémentaires pour limiter les taux de mortalité avifaune / chiroptère le cas échéant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2012			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bénéfice de l'antériorité			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres.	<b>7 ÉOLIENNES</b> - Hauteur du mât de l'aérogénérateur : > 50 m - Puissance unitaire maximale : 1.3 MW - Puissance totale du parc : 9.1 MW	A

**Constat :**

Le parc comprend 7 éoliennes dont les caractéristiques techniques respectent celles mentionnées dans le tableau ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi environnemental avifaune et chiroptères

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

Le seul suivi environnemental (SE) porté à la connaissance de l'inspection date de 2019. Le SE a été effectué sur la période du 15 mai au 15 octobre, par l'organisme Calidris. Les résultats ont permis de dénombrer une mortalité brute de 2 chiroptères et de 7 oiseaux pour l'ensemble du parc sur la période concernée par l'étude. Le rapport conclut que les taux de mortalité des chiroptères et de l'avifaune constituent un enjeu faible. En conséquence, le rapport ne propose pas de mesures supplémentaires pour limiter la mortalité sur le parc de PLOUDALMEZEAU.

Cependant, afin de respecter la périodicité minimale de 10 ans depuis 2005, le dernier suivi environnemental est normalement programmé pour l'année 2025. Il appartient à l'exploitant de fournir à l'inspection le rapport du SE de 2025 et d'indiquer si des mesures supplémentaires de bridage, notamment, sont mises en place suite à une préconisation éventuelle du rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès éoliennes

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.

Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

**Constats :**

Les éoliennes disposent de panneaux d'affichage limitant leur accès aux personnels autorisés seulement. Les portes des éoliennes sont fermées et verrouillées à clef.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, affichage

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

**Constats :**

Les aérogénérateurs sont identifiés par un numéro, affiché à caractères lisibles sur le mât. Les numéros sont identiques à ceux générés dans l'application OREOL.

Toutes les informations précitées apparaissent sur des panneaux d'affichage positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur les aérogénérateurs et sur le poste de livraison.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

**Constats :**

L'inspection n'a pas observé de déchets à côté des éoliennes, sur les plateformes techniques des éoliennes et sur les chemins d'accès.

L'inspection n'a pas relevé non plus de traces au sol de brûlage à l'air libre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Arrêt éoliennes

**Prescription contrôlée :**

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :

- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur

**Constats :**

L'inspection a appelé l'opérateur éolien à distance avec le numéro d'urgence indiqué devant une éolienne. Un arrêt de l'éolienne a été demandé à l'opérateur. Ce dernier a procédé à l'arrêt de l'éolienne en 5 minutes environ.

**Type de suites proposées :** Sans suite